

Note d'information concernant le traitement des données à caractère personnel ex articles 13-14 Règlement UE 2016/679

Personnes concernées : agents, référents auprès des agences et représentants.

En qualité de responsable du traitement de vos données à caractère personnel, aux sens et pour les effets des articles du Règlement Européen n°2016/679 (« RGPD »), Coem S.p.A. vous informe par la présente que la réglementation précitée prévoit la protection des personnes concernées quant au traitement des données à caractère personnel et que ce traitement sera basé sur des principes de correction, de licéité, de transparence et de protection de votre vie privée et de vos droits.

Vos données à caractère personnel seront traitées en accord avec les dispositions législatives de la réglementation susmentionnée et les obligations de confidentialité qu'elle prévoit.

Finalité et base juridique du traitement : vos données seront traitées notamment pour les finalités suivantes relatives à l'application de mesures inhérentes aux obligations législatives :

- accomplissements des obligations légales dans le domaine fiscal et comptable ;
- gestion des litiges ;
- accomplissement des obligations prévues par les lois en vigueur.

Vos données seront également utilisées pour les finalités suivantes relatives à l'exécution de mesures inhérentes aux obligations contractuelles ou précontractuelles :

- assistance après-vente ;
- gestion du contrat d'agence et des obligations inhérentes à celui-ci, y compris les activités précontractuelles ;
- gestion de la clientèle ;
- gestion des commissions ;
- envoi d'informations relatives aux activités promotionnelles de l'entreprise nécessaire à la promotion des produits de l'entreprise ;
- programmation des activités ;
- historique de la facturation des clients.

Vos données seront également utilisées pour les finalités suivantes nécessaires à la poursuite de l'intérêt légitime du responsable :

- service de contrôle interne pour la sécurité et les obligations légales concernant les instruments commerciaux.

Quant aux finalités susmentionnées, dans le cas où vous seriez un employé/référent de l'agence/personne juridique, vos données seront traitées dans le cadre de la nécessité d'interagir, par votre biais, avec l'agence/personne juridique.

Modalités du traitement. Vos données à caractère personnel pourront être traitées selon les modalités suivantes :

- par le biais de calculateurs électroniques avec l'utilisation de systèmes software gérés par des tiers ;
- opérations d'élaboration confiées à des tiers ;
- traitement par le biais de calculateurs électroniques ;
- traitement manuel par le biais d'archives papier.

Chaque traitement est effectué en respectant les modalités citées aux articles 6 et 32 du RGPD et en adoptant les mesures de sécurité appropriées prévues.

Vos données seront traitées uniquement par le personnel expressément autorisé par le responsable et, notamment, par les catégories suivantes :

- Direction Générale ;
- Bureau Administration ;
- Bureau Commercial ;
- Bureau Marketing.

Communication : vos données pourront être communiquées à des sujets externes pour une gestion correcte du rapport et, notamment, aux catégories suivantes de destinataires qui œuvrent en qualité de responsable externe du traitement ou de responsable autonome :

- banques et établissements de crédit ;
- clients et/ou référents auprès d'entreprises, clients et/ou clients potentiels pour les finalités liées à l'activité professionnelle ;
- conseillers et travailleurs indépendants, sous forme associée aussi ;
- dans le cadre de sujets publics et/ou privés pour lesquels la communication des données est obligatoire ou nécessaire à l'accomplissement des obligations juridiques ou a une utilité dans l'administration du rapport ;
- fournisseurs de services externes nécessaires à la gestion de la facturation électronique ;
- fournisseurs externes nécessaires à l'exécution du rapport en cours (exemple : sociétés qui fournissent des services d'assistance hardware ou software ou en cloud) ;
- organes constitutionnels ou de caractère constitutionnel ;
- expéditeurs, transporteurs, tractionnaires, postes, entreprises pour la logistique.

Diffusion : vos données à caractère personnel ne seront pas diffusées.

Vos données à caractère personnel pourront, en outre, être transférées, uniquement pour les finalités susmentionnées, dans les états suivants :

- pour des exigences techniques et/ou organisationnelles, vers des pays appartenant à l'Union Européenne.

Période de conservation. Nous vous signalons que, dans le respect des principes de licéité, de limitation des finalités et de minimisation des données, aux termes de l'art. 5 du RGPD, la période de conservation de vos données personnelles :

- concernant la finalité de services de contrôle interne, est établie pour un intervalle temporel n'allant pas au-delà de la période d'exécution des services fournis ;
- est établie pour un intervalle temporel n'allant pas au-delà de la période de réalisation des finalités pour lesquelles celles-ci ont été recueillies et traitées pour l'exécution et la réalisation des finalités contractuelles ;
- est établie pour un intervalle temporel n'allant pas au-delà de la période de réalisation des finalités pour lesquelles celles-ci ont été recueillies et traitées et cela dans le respect des délais obligatoires fixés par la loi.

Responsable : le responsable du traitement des données, aux termes de la loi, est COEM S.p.A. (via Cameazzo 25-41042 Fiorano Modenese (Mo) Italie ; Numéro TVA: 01927780369 ; joignable par mail : privacy.coem@coem.it ou par téléphone au 0536 993511), en la personne de son représentant légal pro tempore.

Vous avez le droit d'obtenir auprès du responsable l'effacement (droit à l'oubli), la limitation, la mise à jour, la rectification, la portabilité et l'opposition au traitement de vos données à caractère personnel et, plus généralement, la possibilité d'exercer tous les droits prévus par les articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 du RGPD en écrivant à privacy@coem.it. Vous pouvez également déposer une réclamation auprès de l'autorité de contrôle compétente si vous estimez que le traitement de vos données n'est pas conforme au règlement en vigueur.

Vous pourrez aussi visionner, à tout moment, la version mise à jour de la présente note d'information en vous connectant à l'adresse internet : <https://www.privacylab.it/informativa.php?07369181913>.

Règlement UE 2016/679 : Articles 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 – Droits de la personne concernée

1. La personne concernée a le droit d'obtenir la confirmation de l'existence ou de l'absence des données à caractère personnel la concernant, même si elles n'ont pas encore été enregistrées, leur communication sous une forme intelligible, et la possibilité de présenter une réclamation auprès de l'autorité de vigilance.

2. La personne concernée a le droit d'obtenir l'indication :

- a. de l'origine des données à caractère personnel ;
- b. des finalités et des modalités du traitement ;
- c. de la logique appliquée en cas de traitement effectué avec l'aide d'instruments électroniques ;
- d. des données d'identification du responsable, des responsables et du représentant désigné aux termes de l'article 5, alinéa 2 ;
- e. des personnes ou des catégories de personnes auxquelles les données à caractère personnel peuvent être communiquées ou qui peuvent en prendre connaissance en tant que représentants désignés dans le territoire du pays, de responsables ou de personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel.

3. La personne concernée a le droit d'obtenir :

- a. la mise à jour, la rectification ou, le cas échéant, l'intégration des données ;
- b. l'effacement, la transformation sous forme anonyme ou le blocage des données traitées en violation de la loi, notamment celles dont la conservation n'est pas nécessaire aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou pour lesquelles elles ont été ultérieurement traitées ;
- c. l'attestation que les opérations mentionnées aux paragraphes a) et b), notamment en ce qui concerne leur contenu, ont été portées à la connaissance des personnes auxquelles les données ont été communiquées ou diffusées, sauf si cela s'avère impossible ou suppose un effort disproportionné par rapport au droit protégé ;
- d. la portabilité des données.

4. La personne concernée a le droit de s'opposer, totalement ou partiellement :

- a) pour des raisons légitimes au traitement des données à caractère personnel la concernant même si elles sont pertinentes aux finalités de la collecte ;
- b) au traitement des données à caractère personnel la concernant pour l'envoi de documents publicitaires, la vente directe ou les prospections de marché ou dans le cadre d'une communication commerciale.